

Madagascar



Date d'adhésion : février 2012

Données démographiques

| | |
|--|--------|
| Population nationale (en millions en 2010) | 21,1 |
| Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010) | 3,4 |
| Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010) | 1,20 |
| Nombre moyen de naissances (en millions en 2010) | 0,70 |
| Taux de croissance de la population (2010) | 2,84 % |

Indicateurs (EDS 2008-2009) des Cibles de Nutrition de l'OMS

| | |
|---|--------|
| Faible poids de naissance | 12,7 % |
| Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois | 50,7 % |
| Retard de croissance chez les moins de cinq ans | 49,2 % |
| Émaciation chez les moins de cinq ans | 0,0 % |
| Surpoids chez les moins de cinq ans | 0,0 % |

Couverture des facteurs relatifs à nutrition

Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants

| | |
|---|---|
| Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois | - |
| Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois | - |

Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux

| | |
|---|--------|
| Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans) | 1,4 % |
| Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales | 49,3 % |
| Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois) | 88,0 % |
| Ménages consommant le sel adéquatement iodé | 46,6 % |

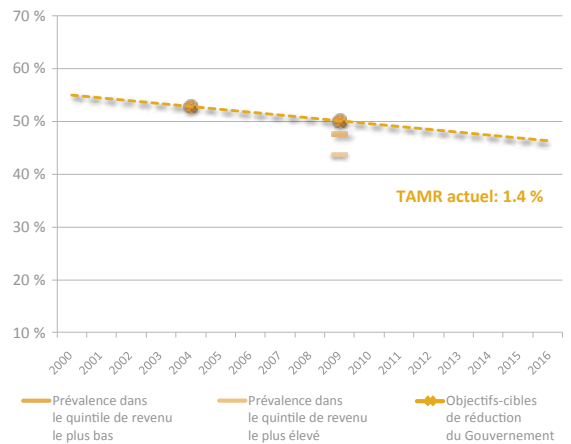
Responsabilisation de la femme

| | |
|---|--------|
| Alphabétisation des femmes | 74,7 % |
| Taux d'emploi féminin | 80,3 % |
| Âge médian au premier mariage | 18,7 |
| Accès au personnel qualifié pour l'accouchement | 43,9 % |
| Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans | 31,7 % |
| Taux de fécondité | 4,8 |

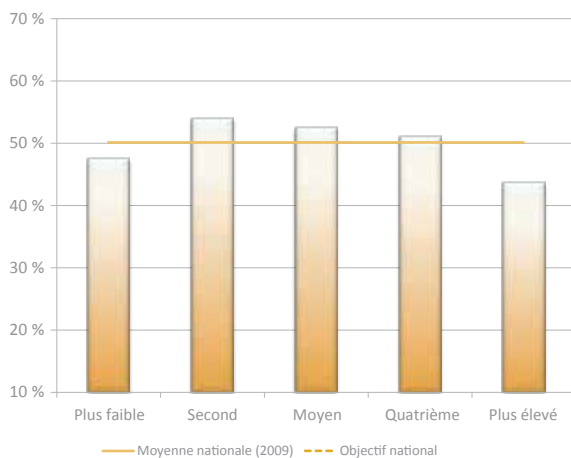
Autres indicateurs pertinents de nutrition

| | |
|--|---------|
| Taux d'urbanisation | 31,38 % |
| Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure | 5,41 % |
| Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour) | 2.088,9 |
| Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité | 18,49 % |
| Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour) | 1,2 |
| Accès aux infrastructures sanitaires améliorées | 2,8 % |
| Défécation en plein air | 43,7 % |
| Accès aux sources améliorées d'eau potable | 39,9 % |
| Accès au branchement d'eau courante domestique | 4,5 % |
| Eau de surface comme source d'eau de boisson | 21,9 % |
| PIB par habitant (\$ US courants, 2013) | 471,00 |
| Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012) | 1,34 |
| Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012) | 0,73 |

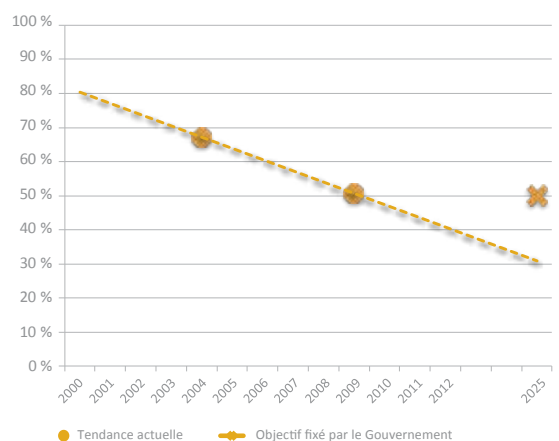
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



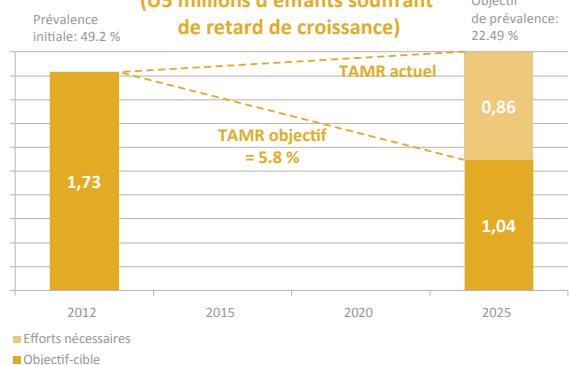
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil national de la nutrition (CNN) est la plate-forme multisectorielle et multi-acteurs pour la nutrition dont les services dépendent du premier ministre et qui est composée de plusieurs ministères et membres du parlement. Le CNN coordonne la politique nationale de nutrition (PNN), sa mise en œuvre ainsi que celle du plan d'action national pour la nutrition, en collaboration avec les ministères sectoriels et les agences des Nations Unies ; Il supervise aussi l'Office national de nutrition (ONN) qui est rattaché au cabinet du Premier ministre afin d'assurer la coordination multisectorielle et multi-acteurs.

Le CNN a été décentralisé dans toutes les régions de Madagascar. Plusieurs plateformes ont été mises en place : outre celle du Gouvernement, celle de la société civile (HINA) est opérationnelle, ainsi que celles des Nations Unies, et de la communauté technique et de recherche ; La plate-forme du secteur privé est en train de valider ses termes de référence. La communication et les échanges entre ces réseaux est fréquente mais elle n'est pas encore institutionnalisée.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le PNAN II couvre la période 2012-2015 et est actuellement mis en œuvre. Le cadre commun des résultats assorti d'un plan de mise en œuvre avait été développé à partir du plan de suivi-évaluation (MEP) du PANN II. Le cadre de suivi-évaluation a été élaboré et approuvé, sous la forme d'une gestion Collégiale de la mise en œuvre dont l'ONN est chef de file. Cependant, les groupes régionaux de suivi-évaluation ne sont pas opérationnels en raison d'un manque de financement.

Le PNAN II comprend cinq priorités stratégiques couvrant la prévention et la prise en charge de la malnutrition, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'efficacité de la coordination en matière de nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique Nationale de Nutrition date de 2004 et a été déclinée en un Plan d'action national pour la nutrition (PNAN), pour la période 2005-2009, actualisé en 2012. La législation nationale en matière d'enrichissement des aliments, d'iodation du sel et de protection de la maternité est en place. Cependant, le décret d'application du Code National sur les substituts du lait maternel n'est pas appliqué.

La Nutrition est relativement bien intégrée aux secteurs de l'agriculture et la sécurité alimentaire, le développement, la santé publique, l'éducation et la protection sociale mais Madagascar a entamé un processus de rédaction/actualisation de directives sur l'intégration de la Nutrition dans les politiques sectorielles afin d'en guider l'application.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Le PNAN II a été chiffré et inscrit au budget. Les écarts de financement ont été estimés et ont révélé un financement de la nutrition bien en dessous du niveau jugé nécessaire pour atteindre les objectifs du PNAN II.

Les évaluations budgétaires aux fins de suivi des dépenses sont en cours. La nutrition à Madagascar a été incluse dans la loi des finances et est soutenue par une ligne budgétaire de l'État et le Programme d'investissement public (PIP) mais la crise socio-politique rend la mobilisation financière interne et externe compliquée.

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Madagascar

Notation des marqueurs de progrès 2012¹ et 2014²

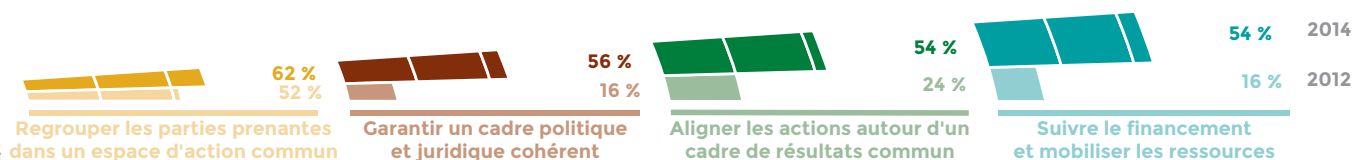
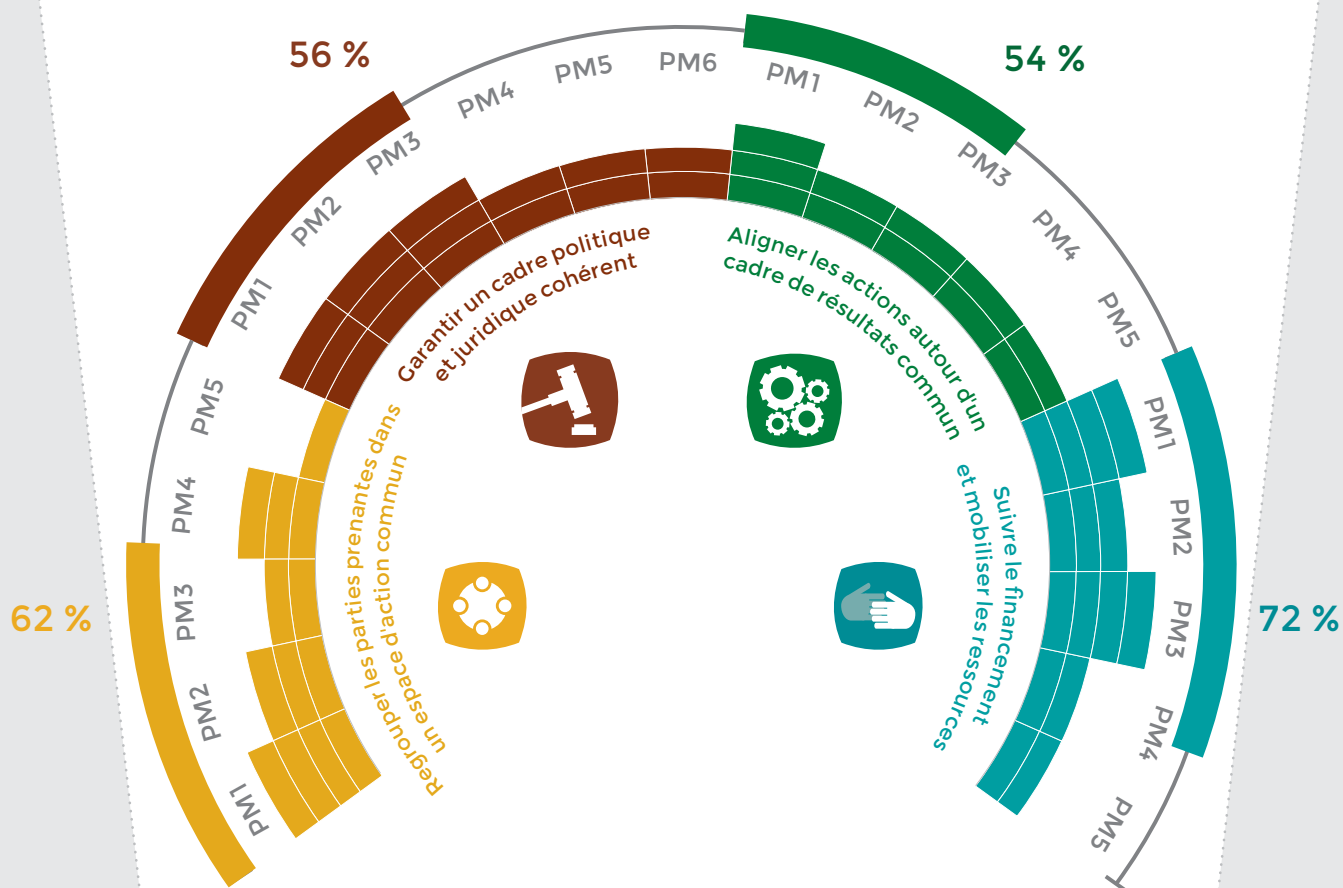


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

■ ■ ■
Niveau de préparation



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN
²Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation